

SYRIE

Les violences s'intensifient aux portes de la capitale

Les violences s'intensifient aux portes de la capitale en Syrie où, selon la Ligue syrienne des droits de l'homme (LSDH), le fondateur des premières unités de militaires dissidents a été exécuté après plusieurs mois de détention.

Sur le plan diplomatique, les appels à une intervention de l'ONU se faisaient plus pressants avant la présentation officielle aujourd'hui mardi devant le Conseil de sécurité du plan de sortie de crise défendu par la Ligue arabe, qui a suspendu samedi sa mission d'observation en dénonçant les violences.

Au lendemain d'une journée particulièrement meurtrière à travers le pays avec 80 morts, dont une moitié de civils, les combats et les opérations de sécurité ont repris hier lundi, faisant au moins 27 morts, dont 21 civils, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

A Homs (centre), 17 civils, dont une fillette et un médecin, ont été tués par les forces de sécurité et quatre autres ont été tués dans des affrontements dans la province de Deraa (sud). Ces villes sont deux foyers de la contestation lancée en mars 2011 contre le régime du président syrien Bachar al-Assad. Auparavant, six agents de sécurité avaient été tués en début de matinée dans l'attaque de leur minibus par des déserteurs sur la route de Hiraq, dans la province de Deraa, où de violents affrontements étaient en cours entre l'armée et des soldats dissidents, selon l'OSDH.

Les troupes syriennes sont aussi entrées hier lundi dans Rankous, ville assiégée depuis six jours à 40 km au nord de Damas, selon la même source, précisant que les unités de déserteurs avaient quitté la ville. Près de la frontière libanaise, à l'Ouest, une attaque "terroriste" contre un gazoduc a provoqué une fuite d'environ 460 000 m³ de gaz, selon l'agence officielle Sana.

Dimanche, le commandant Maher Noueimi, porte-parole de l'Armée syrienne libre (ASL), qui revendique près de 40 000 déserteurs, avait annoncé une intensification des combats près de Damas depuis la veille en raison d'une offensive de l'armée à l'artillerie lourde. Au nord-est de la capitale, la banlieue était en état de siège, selon un correspondant de l'AFP. Des soldats renforçaient leurs positions et se retranchaient derrière d'innombrables sacs de sables alors que d'autres, déployés à l'entrée des



Photo : DH

villes, contrôlaient les voitures et vérifiaient l'identité des passagers. Plus loin, les impacts de tirs de mitrailleuses et d'obus sur la façade d'un bâtiment public d'une dizaine d'étages témoignaient de l'intensité des récents combats.

Les déserteurs "se cachent le jour et attaquent la nuit", profitant des champs et des vergers qui émaillent le tissu urbain pour se déplacer, selon

un habitant. Le fondateur de la première unité de ces dissidents, l'officier Hussein Harmouche, a été exécuté la semaine dernière par les services syriens du renseignement, a annoncé la LSDH, citant une source militaire.

La formation de M. Harmouche, "la brigade des officiers libres", n'a pas confirmé l'information. Premier officier de l'armée syrienne à avoir annoncé sa défection en juin 2011

pour protester contre la répression, Hussein Harmouche avait réussi à gagner la Turquie où il avait fondé "la brigade des officiers libres", qui s'est par la suite unie à l'ASL. Il est réapparu en septembre pour présenter des "aveux" à la télévision publique syrienne, de son propre gré selon ses dires mais sous la pression des services de renseignement qui l'ont enlevé en Turquie et emprisonné en Syrie

selon des militants. Sur le plan diplomatique, les regards étaient tournés vers New York, où le secrétaire général de la Ligue arabe, Nabil al-Arabi, devait présenter mardi le plan de sortie de crise défendu par son organisation, qui prévoit la fin des violences et le transfert des pouvoirs de M. Assad à son vice-président avant l'ouverture de négociations avec l'opposition. L'Organisation de la coopération islamique (OCI) a appelé hier lundi l'ONU à assurer la protection des civils en Syrie, jugeant la poursuite de la répression "inacceptable". Le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, doit se rendre à New York pour l'occasion, de même que Burhan Ghalioun, président du Conseil national syrien (CNS), qui regroupe la plupart des courants de l'opposition, afin de tenter de peser sur le Conseil de sécurité. Des pays européens et arabes membres du Conseil de sécurité travaillent sur un texte appelant à un soutien international au plan défendu par la Ligue arabe, mais se heurtent à l'opposition de la Russie, alliée de Damas.

Le ministère russe des Affaires étrangères a d'ailleurs annoncé que les autorités syriennes avaient donné leur accord pour entamer des discussions informelles à Moscou avec l'opposition. Cette dernière affirme depuis des mois qu'elle ne négociera pas avant le départ de M. Assad.

L'Irak miné par la corruption de son élite politique

La corruption au sein du gouvernement menace-t-elle l'Irak autant que le terrorisme ? C'est ce qu'a récemment suggéré le Premier ministre Nouri al-Maliki lui-même, selon un organisme américain, qui dépeint un système inadéquat et sujet à d'intenses pressions.

L'Irak est l'un des pays du monde les moins à même de contrôler la corruption sur son sol, selon une enquête de la Banque mondiale citée dans ce rapport paru hier lundi du bureau de l'inspecteur général spécial pour la reconstruction de l'Irak (SIGIR), un observatoire public américain. Il est aussi 175^e sur 183 dans le classement international 2011 du degré de perception de corruption établi par l'ONG Transparency International. M. Maliki, lors d'une visite en octobre dernier à la Commission pour l'intégrité (CPI), le principal organisme de lutte contre la corruption en Irak, avait ainsi dépeint «terrorisme et corruption» comme les deux faces d'une même pièce.

En cause sont l'inadéquation du cadre juridique mis en place après l'invasion américaine de 2003 et les pressions et menaces qui pèsent sur les

fonctionnaires chargés d'empêcher les détournements, en particulier au plus haut niveau, selon le SIGIR. Il détaille notamment le cas emblématique d'un ancien ministre de la Défense, Hazim al-Chaalan, poursuivi par la CPI pour avoir détourné près de 1,3 milliard de dollars via des contrats d'armement lancés en 2004-2005.

L'ex-ministre et son bras droit, par la suite condamnés par contumace pour ces faits, n'ont jamais été extradés et mènent aujourd'hui «une vie confortable à l'étranger», note le rapport. Celui qui a conduit l'enquête à l'époque, et dirigé de 2004 à 2007 la Commission pour l'intégrité, Radhi Hamza al-Rhadi, vit aujourd'hui aux Etats-Unis en raison de craintes pour sa vie. Il dit avoir fait face à des obstacles titanesques au début de sa mission. «Les dirigeants ne prenaient pas notre agence anti-corruption au sérieux.

L'idée même d'une agence indépendante autorisée à lutter contre la corruption était nouvelle en Irak et par conséquent mal comprise et acceptée. Le Premier ministre (de l'époque, Iyad Allawi, ndlr) ne comprenait pas pourquoi il ne pouvait pas nous donner d'ordre comme au reste du gouvernement", témoigne-t-il dans le rapport. L'un des obstacles auxquels s'est notamment heurtée la Commission est l'article de loi 136b, qui permet à un ministre de

bloquer toute enquête à l'encontre d'un de ses employés. Le Premier ministre de l'époque s'était même appuyé sur cette loi, bien qu'elle ne l'y autorise pas, pour assurer l'immunité de ses ministres : il a ainsi empêché des poursuites contre son ministre des Transports, relate M. Rhadi.

L'article controversé a fait l'objet l'an dernier d'une offensive du Parlement irakien, qui l'a invalidé. Mais un recours a été déposé auprès de la Cour suprême qui pourrait décider de le rétablir, déplore le SIGIR. M. Maliki, que ses détracteurs accusent d'autoritarisme rampant, a parallèlement obtenu de la Cour suprême en janvier 2011 que la CPI et d'autres institutions indépendantes comme la Banque centrale, la Commission électorale et la Commission des droits de l'homme soient placées sous l'autorité du gouvernement.

Rahim al-Uqali, qui avait repris en janvier 2008 la tête de la CPI, en a démissionné en septembre 2011 en dénonçant les pressions politiques dont il faisait l'objet. «La lutte pour voler l'argent et les propriétés de l'Etat est en fait la partie cachée du combat pour le pouvoir aujourd'hui en Irak», affirmait-il dans une lettre ouverte publiée peu après. «Aucune instance luttant contre la corruption ne peut travailler de manière efficace sans un réel soutien politique», accusait-il.

CARICATURES

Deux hommes condamnés à Oslo pour «complot terroriste»

Le tribunal d'Oslo a condamné hier lundi deux hommes accusés d'avoir préparé en lien avec Al-Qaïda un attentat contre le journal danois qui avait publié les caricatures controversées de Mahomet en 2005.

C'est la première fois que la justice norvégienne prononce une condamnation pour «complot en vue de commettre un acte terroriste».

Cerveau du projet d'attentat contre le journal *Jyllands-Posten*, Mikael Davud, Norvégien d'origine ouïghoure, a été condamné à sept ans de prison et son complice, le Kurde irakien Shawan Sadek Saeed Bujak, a écopé d'une peine de trois ans et demi de prison.

Arrêtés en juillet 2010, les deux hommes projetaient une attaque à l'explosif contre les locaux du quotidien danois et d'abattre Kurt Westergaard, auteur du dessin le

plus controversé représentant le Prophète avec un turban en forme de bombe à la mèche allumée, selon l'accusation. Le procureur avait requis respectivement 5 et 11 ans de prison contre Bujak et Davud.

«Il ne fait aucun doute que c'était Davud qui a pris l'initiative des préparatifs en vue d'un acte terroriste et qui était l'homme central», ont estimé les trois juges dans leur verdict.

«La Cour considère aussi que c'est lui-même qui devait perpétrer l'attentat terroriste dans la mesure où il a expliqué qu'il pensait placer lui-même les explosifs», ont-ils ajouté. Les juges ont également retenu

les affirmations de l'accusation selon laquelle Davud, petit barbu de 40 ans, avait planifié l'attaque «en lien avec Al-Qaïda». Selon le service norvégien de renseignement intérieur (PST), la mouvance islamiste l'a formé à la confection et au maniement d'explosifs dans un camp au Pakistan entre novembre 2008 et juillet 2010. La publication des caricatures dans *Jyllands-Posten* avait provoqué de violentes manifestations dans une partie du monde musulman, où toute représentation du Prophète est interdite. Hier lundi, le journal s'est refusé à tout commentaire. Un troisième homme arrêté en même temps que les deux autres, l'Ouzbek David Jakobsen, 33 ans, a été acquitté des charges les plus graves mais s'est vu condamné à quatre mois de prison pour les avoir

aidés à se procurer des composants nécessaires à la fabrication d'explosifs. Les trois hommes avaient plaidé non coupable à l'ouverture du procès et leurs avocats avaient demandé leur acquittement. Issu d'une minorité opprimée en Chine, Davud a reconnu avoir planifié une attaque mais affirme que celle-ci visait des intérêts chinois en Norvège, et non pas *Jyllands-Posten*, des faits non retenus dans la mise en accusation.

Il affirme avoir agi à des fins purement personnelles et avoir manipulé les deux autres, à leur insu, pour qu'ils l'aident à se procurer des produits chimiques, notamment du peroxyde d'hydrogène, en vue de fabriquer une bombe. En Norvège, une condamnation pour «complot en vue de commettre un acte terroriste» ne peut être prononcée que pour des

actes ou des projets perpétrés ou ourdis par plusieurs individus. Agé de 39 ans, Bujak, lui, admettait avoir évoqué avec Davud la possibilité d'une action punitive contre *Jyllands-Posten* et Kurt Westergaard, tout en affirmant qu'il n'était pas sous les vagues propos ne tombant pas sous le coup de la loi.

«Bujak a aidé Davud dans ses préparatifs (...) et il ne fait aucun doute qu'il a été fortement impliqué», ont dit les juges, qui ont toutefois accordé foi à ses affirmations selon lesquelles il n'envisageait pas de participer à l'attentat lui-même.

Quant à Jakobsen, qui a pris contact avec la police de son propre gré en novembre 2009 et qui était le seul des trois à comparaître libre, il niait toute intention de participer à un projet d'attentat.